

OPINION DISSIDENTE DE MM. BADAWI, VICE-PRÉSIDENT,  
BASDEVANT, HSU MO, ARMAND-UGON, MORENO  
QUINTANA, JUGES

Nous regrettons de ne pouvoir nous rallier à l'avis de la Cour et nous croyons devoir exposer l'essentiel des motifs de notre dissentiment.

\* \* \*

La Cour a utilement précisé le sens qu'elle attache à la question qui lui a été posée par l'Assemblée générale.

Tout d'abord elle a énoncé qu'elle entendait celle-ci comme se référant à l'audition, par le Comité du Sud-Ouest africain, de personnes ayant présenté des pétitions écrites. Cette précision est utile car dans les débats au sein du Comité du Sud-Ouest africain et de la Quatrième Commission, certains ont traité de ce qu'on a appelé : pétition orale.

Nous nous placerons sur le même terrain que la Cour, celui de l'audition d'une personne ayant antérieurement et régulièrement présenté une pétition écrite. Nous ferons seulement, à ce propos, une observation. Si l'on estime que l'octroi d'une audience à celui qui a présenté une pétition écrite est incompatible avec l'avis de 1950, il en sera de même et à plus forte raison de l'autorisation de présenter une pétition orale. Si, au contraire, l'audition de celui qui a présenté une pétition écrite est déclarée conforme à l'avis de 1950, cette opinion laissera ouverte la question de savoir s'il est compatible avec ledit avis d'autoriser la présentation d'une pétition orale.

D'autre part, il est énoncé dans les motifs du présent avis — sans que cela soit repris dans le dispositif — que, bien que la question soumise à la Cour ait expressément trait à des audiences à accorder par le Comité du Sud-Ouest africain, la Cour interprète cette question comme ayant pour objet de déterminer si l'Assemblée générale des Nations Unies est habilitée en droit à autoriser le Comité à accorder des audiences à des pétitionnaires. Nous acceptons cette interprétation qui nous paraît découler de la circonstance que, le Comité ayant prié l'Assemblée générale de décider si les demandes d'audience présentées par des pétitionnaires étaient recevables devant le Comité, l'Assemblée générale, en présence de cette demande, a jugé opportun d'obtenir l'avis de la Cour.

\* \* \*

La requête adressée à la Cour le 19 décembre 1955, pour énoncer la question posée, se réfère et se réfère uniquement à la conformité

DISSENTING OPINION OF VICE-PRESIDENT BADAWI  
AND JUDGES BASDEVANT, HSU MO, ARMAND-UGON  
AND MORENO QUINTANA

[Translation]

We regret that we are unable to concur in the Opinion of the Court and we believe it necessary to state the main grounds upon which we dissent.

\* \* \*

The Court has usefully defined the meaning which it attaches to the question which has been put to it by the General Assembly.

In the first place, it has stated that it understood this question as having reference to the hearing, by the Committee on South West Africa, of persons having submitted written petitions. This clarification is useful, for in the debates in the Committee on South West Africa and in the Fourth Committee there were those who discussed what have been called "oral petitions".

We shall place ourselves on the same ground as the Court, namely, that of the hearing of a person who has previously submitted a written petition in due form. We shall merely make one observation in this connection. If it be considered that the grant of a hearing to one who has submitted a written petition is not consistent with the Opinion of 1950, the same will be true *a fortiori* of permission to submit an oral petition. If, on the other hand, the hearing of one who has submitted a written petition is found to be consistent with the Opinion of 1950, that view will leave open the question whether it is consistent with that Opinion to permit the submission of an oral petition.

It is further stated in the reasoning of the present Opinion, though not repeated in the operative part, that, while the question submitted to the Court in terms refers to the grant of oral hearings by the Committee on South West Africa, the Court interprets this question as meaning : whether it is legally open to the General Assembly to authorize the Committee to grant oral hearings to petitioners. We accept this interpretation, which seems to us to follow from the fact that the Committee having requested the General Assembly to decide whether or not the oral hearing of petitioners is admissible before that Committee, the General Assembly considered it desirable to seek the opinion of the Court.

\* \* \*

The request for an Opinion submitted to the Court on December 19th, 1955, in stating the question put to it, refers solely

à l'avis de 1950 d'une décision accordant audience à des pétitionnaires. « Le Comité du Sud-Ouest africain ... se conformerait-il à l'avis consultatif ... [de 1950], en accordant des audiences à des pétitionnaires... ? » C'est donc la conformité à l'avis de 1950 qui doit être appréciée, rien de plus. La question posée est, en cela, énoncée en termes précis, ainsi que l'exige l'article 65, paragraphe 2, du Statut. On comprend que l'Assemblée générale ait posé la question sur ce terrain puisqu'elle avait antérieurement adopté l'avis de la Cour comme base de son action. Ce faisant, elle a posé à la Cour une question juridique.

C'est donc dans l'avis de 1950 que la Cour doit rechercher les éléments de sa réponse.

L'Assemblée générale ne lui a pas demandé de les chercher dans des éléments de fait ou de droit étrangers à cet avis, notamment en l'attitude de l'Union sud-africaine, ni de faire état du refus de celle-ci de se prêter à l'exercice de la surveillance par les Nations Unies. La demande d'avis ne fait aucune allusion à cette attitude et à ce refus. Ces faits sont postérieurs à l'avis de 1950 qui s'est borné à décrire la situation juridique à la lumière des données existant alors : ces faits ne peuvent donc pas fournir des éléments d'appréciation pour déterminer le sens et la portée de cet avis.

La résolution qui énonce la demande d'avis fait deux allusions à la résolution 749 A (VIII), une première fois, dans son préambule, pour indiquer une fonction conférée au Comité du Sud-Ouest africain, une seconde fois, dans son dispositif pour qualifier ce Comité. Il n'y a rien là qui énonce ou implique l'intention de l'Assemblée générale de demander à la Cour, appelée à déterminer le sens et la portée de son avis de 1950, de se référer à toutes les énonciations de la résolution 749 A (VIII), spécialement à celles concernant l'attitude de l'Union sud-africaine, son refus de coopérer à l'exercice de la surveillance et les sentiments de l'Assemblée générale à cet égard. Les faits ainsi constatés et les regrets exprimés à leur égard dans la résolution 749 A (VIII) ne sont pas repris dans la demande d'avis : il n'y est pas énoncé que la Cour doive elle-même constater lesdits faits, encore moins les apprécier, pour arriver à se faire une opinion sur la conformité à son avis de 1950 de l'octroi d'audiences à des pétitionnaires.

Au surplus, il n'apparaît pas comment une résolution adoptée en 1953 par l'Assemblée générale pourrait aujourd'hui, par sa référence à des faits postérieurs audit avis, éclairer la Cour sur le sens et la portée de l'avis émis par elle en 1950 : or c'est cela qui est aujourd'hui en cause.

to the compatibility with the Opinion of 1950 of a decision to grant hearings to petitioners. "Is it consistent with the advisory opinion ... [of 1950] for the Committee on South West Africa ... to grant oral hearings to petitioners...?" It is thus compatibility with the Opinion of 1950 which is to be appraised, and nothing else. The Request for an Opinion, in this respect, contains an exact statement of the question upon which an Opinion is sought, as required by Article 65, paragraph 2, of the Statute. One can understand why the General Assembly should have put the question on this ground, since it had previously adopted the Opinion of the Court as the basis for its action. In putting the question in this way, it has submitted a legal question to the Court.

It is therefore in the Opinion of 1950 that the Court must seek the elements for its reply.

The General Assembly has not asked it to seek them in factual or legal considerations outside the scope of that Opinion, in particular in the attitude of the Union of South Africa, nor to take note of the latter's refusal to submit to the exercise of supervision by the United Nations. The Request for an Opinion makes no allusion either to that attitude or to that refusal. These facts were subsequent in date to the Opinion of 1950, which was confined to describing the legal position in the light of then existing factors : they cannot therefore constitute factors to be considered in ascertaining the meaning and scope of that Opinion.

The Resolution setting forth the Request for an Opinion twice refers to Resolution 749 A (VIII). The first reference, in the preamble, is designed to serve as an indication of a function assigned to the Committee on South West Africa ; the second, in the operative clause, has as its purpose the identification of that Committee. There is nothing there which expressly or impliedly indicates the General Assembly's intention to request the Court, which is called upon to determine the meaning and scope of its Opinion of 1950, to have regard to all that is stated in Resolution 749 A (VIII), and particularly to what is said concerning the attitude of the Union of South Africa, its refusal to co-operate in the exercise of supervision and the sentiments of the General Assembly in this regard. The facts thus set out and the regret expressed with regard to them in Resolution 749 A (VIII) are not repeated in the Request for an Opinion : it is not there stated that the Court should itself take note of these facts, still less that it should evaluate them for the purpose of arriving at a conclusion as to the compatibility of the grant of hearings to petitioners with its Opinion of 1950.

It is not, moreover, clear how a resolution adopted by the General Assembly in 1953 could, by referring to facts subsequent to the Opinion of 1950, enlighten the Court as to the meaning and scope of that Opinion which is precisely what is now the issue.

Il est à remarquer d'ailleurs que c'est seulement dans l'hypothèse où l'on a constaté qu'une exacte interprétation de l'avis de 1950 conduit à déclarer l'audition de pétitionnaires incompatible avec ledit avis qu'on peut se demander si le refus de l'Union sud-africaine de se prêter à l'exercice de la surveillance constitue un élément nouveau de nature à justifier néanmoins cette audition. Ce serait là non plus s'attacher au sens de l'avis de 1950, non plus rechercher si l'audition de pétitionnaires est compatible ou non avec cet avis, ce qui est une question purement juridique, de nature, à ce titre, à être posée à la Cour, mais se demander s'il y a, dans le fait dudit refus, un motif qui justifierait l'autorité de surveillance à se départir à ce sujet de l'observation de l'avis de 1950. Une telle question peut se poser, mais les considérations propres à inspirer la réponse à lui donner dépassent l'ordre juridique, elles comportent des éléments politiques dont l'appréciation ne relève pas de la Cour, et cette question ne lui a pas été posée.

S'en tenir à la question posée et telle qu'elle a été énoncée quand elle l'a été en termes précis est conforme à la nature des choses et au rôle respectif de l'Assemblée générale qui pose la question et de la Cour appelée à y répondre. C'est ainsi qu'a procédé la Cour dans l'affaire relative aux *Conditions de l'admission d'un État aux Nations Unies* (C. I. J. Recueil 1947-1948, p. 61). Nous répéterions volontiers aujourd'hui ce que la Cour a dit alors, à savoir qu'elle « n'a point à s'arrêter aux mobiles qui ont pu inspirer la demande d'avis ».

\* \* \*

La réponse à la question actuellement posée à la Cour devant être recherchée dans l'avis de 1950, il y a lieu de rechercher les éléments propres à déterminer cette réponse dans les énonciations de cet avis, dans ce qui peut en faire apparaître l'esprit ainsi que dans les références qu'il comporte.

En réponse à la première question alors posée à la Cour, l'avis de 1950 énonce « que le Sud-Ouest africain est un territoire soumis au Mandat international assumé par l'Union sud-africaine le 17 décembre 1920 ». Le dispositif de l'avis constate ici le maintien de la situation antérieurement existante.

Interrogée, en second lieu, sur le maintien et, éventuellement, la consistance des obligations internationales de l'Union sud-africaine en vertu du Mandat pour le Sud-Ouest africain, la Cour a, pour répondre à cette question, retenu, soit dans les citations sur lesquelles elle s'appuie, soit dans les considérations directement énoncées par elle, des expressions telles que : « continuer à admi-

It may furthermore be observed that it is only if it should be found that a proper interpretation of the Opinion of 1950 leads to the conclusion that the hearing of petitioners is not consistent with that Opinion, that the question may arise whether the refusal of the Union of South Africa to submit to the exercise of supervision constitutes a new element such as nevertheless to justify such a hearing. That would be neither to have regard to the meaning of the Opinion of 1950 nor to ascertain whether the hearing of petitioners is or is not consistent with that Opinion, which is a purely legal question and, as such, one suitable for submission to the Court. It would be to enquire whether that refusal constitutes a ground justifying the supervising authority in departing in this respect from observance of the Opinion of 1950. Such a question might be asked, but the considerations upon which a reply to it might be based would go beyond the scope of legal considerations and would involve political elements the appraisal of which is not within the domain of the Court, and such a question has not been put to it.

To confine attention to the question which has been put and to the terms in which it has been stated, where that statement is an exact one, is the normal course to adopt and one which accords with the respective rôles of the General Assembly, which has put the question, and of the Court, which is called upon to give its reply. That was the course adopted by the Court in the case relating to *Conditions of Admission of a State to Membership in the United Nations* (I.C.J. Reports 1947-1948, p. 61). We would gladly repeat to-day what the Court then said, namely, that it "is not concerned with the motives which may have inspired [the] request".

\* \* \*

Since the reply to the question now put to the Court is to be sought in the Opinion of 1950, it is necessary to seek, in the statements made in that Opinion—in anything which may shed light upon the ideas inspiring it and in the references which it contains—the elements which will determine that reply.

In answer to the first question then put to the Court, the Opinion of 1950 stated "that South West Africa is a territory under the international Mandate assumed by the Union of South Africa on December 17th, 1920". The operative clause of the Opinion there found that the previously existing situation was maintained.

Having been questioned, in the second place, as to the continued existence and as to the nature of the international obligations upon the Union of South Africa under the Mandate for South West Africa, the Court, in order to reply to this question, made use, both in quotations on which it relied and in the considerations which it directly stated, of expressions such as: "continue to

nistrer les territoires sous Mandat conformément aux obligations contenues dans les divers Mandats », « continuera à administrer le Territoire en se conformant scrupuleusement aux obligations du Mandat », « maintenir le *statu quo* et de continuer à administrer le Territoire dans l'esprit du Mandat existant », « reconnaissance par le Gouvernement de l'Union de la continuation de ses obligations en vertu du Mandat ». Passant ensuite à l'obligation pour la Puissance mandataire de se soumettre à la surveillance, l'avis, dans ses motifs, reprend cette idée de continuité et de maintien quand il dit : « On ne saurait admettre que l'obligation de se soumettre à la surveillance aurait disparu » par suite de la disparition du Conseil de la Société des Nations, ce qui, avec d'autres considérations qu'il est inutile de retenir ici, conduit la Cour « à la conclusion que l'Assemblée générale des Nations Unies est fondée en droit à exercer les fonctions de surveillance qu'exerçait précédemment la Société des Nations ... et que l'Union sud-africaine a l'obligation de se prêter » à cette surveillance : la Cour parle encore de « fonctions de surveillance exercées par la Société des Nations » et « reprises par les Nations Unies ».

Cette idée de continuité, de maintien se retrouve en ce que l'avis voit, dans le droit de pétition admis par le Conseil de la Société des Nations, un « droit acquis par les habitants du Sud-Ouest africain », droit que l'avis considère comme « maintenu » par l'article 80 de la Charte.

La même idée se retrouve, plus clairement encore, lorsque, rencontrant le fait de la substitution des Nations Unies à la Société des Nations pour l'exercice de la surveillance, l'avis en tire cette conséquence : « le degré de surveillance à exercer par l'Assemblée générale ne saurait donc dépasser celui qui a été appliqué sous le régime des Mandats et devrait être conforme, autant que possible, à la procédure suivie en la matière par le Conseil de la Société ». Formule qui correspond exactement à la proposition ci-dessus rappelée selon laquelle « les fonctions de surveillance exercées par la Société des Nations seraient reprises par les Nations Unies ».

En harmonie avec ces considérations exposées dans ses motifs l'avis énonce, dans son dispositif, que « l'Union sud-africaine continue à être soumise » à ses obligations de Puissance mandataire, tant de fond que pour l'exercice de la surveillance.

Nombreuses sont ainsi les énonciations de l'avis qui expriment l'idée du maintien du régime antérieur quant à la condition du Territoire du Sud-Ouest africain, aux obligations internationales de l'Union sud-africaine comme Puissance mandataire et à l'exercice de la surveillance.

administer the mandated territories in accordance with their respective Mandates", "will continue to administer the Territory scrupulously in accordance with the obligations of the Mandate", "to maintain the *status quo* and to continue to administer the Territory in the spirit of the existing Mandate", "recognition by the Union Government of the continuance of its obligations under the Mandate". Passing then to the mandatory Power's obligation to submit to supervision, the Opinion, in its reasoning, again adopted this idea of continuity and of maintenance of the *status quo* when it said: "It cannot be admitted that the obligation to submit to supervision has disappeared", as the result of the disappearance of the Council of the League of Nations, which together with other considerations upon which there is no need to dwell here, led the Court to "the conclusion that the General Assembly of the United Nations is legally qualified to exercise the supervisory functions previously exercised by the League of Nations ... and that the Union of South Africa is under an obligation to submit" to such supervision: again the Court speaks of "supervisory functions exercised by the League" and "taken over by the United Nations".

This notion of continuity, of maintenance of the *status quo*, is found again in the Opinion when it sees the right of petition admitted by the Council of the League of Nations as a "right which the inhabitants of South West Africa had ... acquired" and one which the Opinion regarded as "maintained" by Article 80 of the Charter.

The same idea appears again, still more clearly, when the Opinion, in view of the fact of the substitution of the United Nations for the League of Nations in respect of the exercise of supervision, draws this consequence: "The degree of supervision to be exercised by the General Assembly should not therefore exceed that which applied under the Mandates System, and should conform as far as possible to the procedure followed in this respect by the Council of the League of Nations". This wording corresponds exactly to the proposition recalled above, to the effect that "the supervisory functions exercised by the League would be taken over by the United Nations".

In harmony with these considerations set out in its reasoning, the Opinion states, in its operative clause, that "the Union of South Africa continues to have" its obligations as a mandatory Power, both in respect of substantive obligations and in respect of the exercise of supervision.

There are thus many statements in the Opinion which express the idea of the maintenance of the former régime in respect of the position of the Territory of South West Africa, the international obligations upon the Union of South Africa as a mandatory Power and the exercise of supervision.

Cette constatation est-elle confirmée par l'esprit de l'avis de 1950 ?

\* \* \*

L'esprit de l'avis qui peut guider dans son interprétation et, par suite, dans la réponse à donner à la question de conformité à cet avis actuellement soumise à la Cour se dégage de la considération de son but et des circonstances dans lesquelles il a été demandé et émis.

Le but de l'avis de 1950 a été de répondre aux questions alors posées à la Cour par l'Assemblée générale. Ces questions se référaient à la condition du Territoire du Sud-Ouest africain et aux obligations de l'Union sud-africaine. Il s'agissait de déterminer ici et là si la situation antérieure était maintenue. La Cour a répondu par l'affirmative.

L'Assemblée générale n'avait pas demandé à la Cour de rechercher et de dire si l'Assemblée générale avait ici quelque rôle à remplir, dans quelle mesure et de quelle façon. La Cour n'a rencontré cette question que d'une façon incidente, parce que reconnaître le maintien du Mandat et des obligations correspondantes à la charge de l'Union sud-africaine pouvait se heurter à une objection tirée de la disparition de l'organe de surveillance, le Conseil de la Société des Nations. C'est alors que la Cour a relevé l'importance « de soumettre à une surveillance internationale l'administration des territoires sous Mandat ». Mais elle ne s'est pas attachée à déterminer alors quels devaient être les pouvoirs de l'autorité de surveillance. Elle recherchait seulement si, après disparition de la Société des Nations, il existait encore une autorité internationale qualifiée pour exercer cette fonction de surveillance. Elle l'a trouvée dans l'Assemblée générale des Nations Unies et elle s'est arrêtée à cette solution sur la base des dispositions de la Charte, sans, pour cela, avoir à préciser les pouvoirs dont avait été investi le Conseil de la Société des Nations ni à faire appel à l'idée d'un transfert à l'Assemblée générale des pouvoirs du Conseil de la Société des Nations. Les dispositions de la Charte ont suffi à la Cour pour donner satisfaction à l'idée première dont elle partait, la nécessité du maintien de la fonction de surveillance, c'est-à-dire, une idée de continuité.

La situation en face de laquelle on se trouvait lorsque l'avis de 1950 a été demandé et émis était celle résultant de la disparition de la Société des Nations, de l'extinction du Pacte en vertu duquel le Mandat sur le Sud-Ouest africain avait été conféré à l'Union sud-africaine. Cette situation faisait surgir la question : le Mandat subsistait-il et quelles étaient à cet égard les obligations de l'Union sud-africaine ? C'est à cette question que la Cour était appelée à

Is this observation confirmed by the spirit of the Opinion of 1950 ?

\* \* \*

The spirit of the Opinion, which may serve as a guide to its interpretation and therefore to the reply to be given to the question relating to compatibility with that Opinion which has now been submitted to the Court, may be found from a consideration of its purpose and of the circumstances in which it was requested and given.

The purpose of the Opinion of 1950 was to reply to the questions then put to the Court by the General Assembly. These questions related to the status of the Territory of South West Africa and to the obligations of the Union of South Africa. It was necessary to determine with regard to each point whether the former position was maintained. The Court's reply was in the affirmative.

The General Assembly had not requested the Court to determine and to say whether the General Assembly had a part to play in this connection, nor to what extent and in what way such a rôle was to be performed. The Court was faced with this question only incidentally, because recognition of the continuance of the Mandate and of the corresponding obligations on the Union of South Africa might encounter objections based on the disappearance of the supervisory organ, the Council of the League of Nations. The Court then pointed out the importance of "the administration of mandated territories" being "subject to international supervision", but it did not then seek to determine what the powers of the supervising authority should be. It simply sought to ascertain whether, after the disappearance of the League of Nations, there still existed an international authority qualified to exercise this function of supervision. It found it in the General Assembly of the United Nations, and having reached this solution on the basis of the provisions of the Charter, it went no farther : it was unnecessary for it to define the powers with which the Council of the League of Nations had been invested or to have recourse to the notion of a transfer to the General Assembly of the powers of the Council of the League of Nations. The provisions of the Charter were sufficient for the Court to give expression to the main idea to which it held, namely, the need for the maintenance of the supervisory function, that is to say, the idea of continuity.

The position, at the time when the Opinion of 1950 was requested and given, was that resulting from the disappearance of the League of Nations and the termination of the Covenant under which the Mandate for South West Africa had been entrusted to the Union of South Africa. This situation raised the question whether the Mandate continued to exist and what were the obligations of the Union of South Africa in this connection. It was to this question that the

répondre et elle a répondu, pour l'essentiel, dans le sens non du changement mais de la continuité.

Un élément important de la situation alors existante a été relevé à plusieurs reprises par la Cour dans les motifs de son avis : c'est la volonté exprimée par l'Union sud-africaine de se considérer comme continuant l'exercice de son Mandat, de continuer à administrer le Territoire conformément aux dispositions du Mandat et à soumettre des rapports à l'Organisation des Nations Unies.

Ainsi l'esprit de l'avis confirme pleinement ce que sa lettre exprime : la continuité du Mandat et des obligations internationales incombant, à ce titre, à l'Union sud-africaine.

\* \* \*

Quel est le sens de cette continuité, de ce maintien ? Est-ce, sur le point actuellement considéré, une référence à la surveillance telle qu'elle était appliquée durant l'existence de la Société des Nations ou bien aux pouvoirs que possédait le Conseil de la Société des Nations en matière de surveillance que le Conseil ait ou non exercé tel ou tel de ces pouvoirs ?

Par la demande d'avis à laquelle elle a répondu en 1950, la Cour n'était pas appelée à se prononcer sur les pouvoirs du Conseil de la Société des Nations. A aucun moment l'avis de 1950 ne fait mention de ces pouvoirs, ne cherche à les déterminer, à en fixer l'étendue, ne se préoccupe du fait qu'ils ont été ou non exercés par le Conseil.

La considération des pouvoirs dont le Conseil était investi aurait dû être retenue si la Cour avait admis l'idée de succession des Nations Unies à la Société des Nations, de pouvoirs transférés d'une organisation à l'autre. La Cour n'a pas ignoré cet aspect particulier du problème.

La résolution 24 (I) adoptée le 12 février 1946 par l'Assemblée générale avait prévu le mode selon lequel devrait être examinée toute demande « tendant à ce que l'Organisation assume les fonctions ou pouvoirs confiés à la Société des Nations par des traités, conventions, accords et autres instruments internationaux de caractère politique ». Ici apparaissait l'idée d'un transfert éventuel des pouvoirs confiés à la Société des Nations. Mais la voie tracée par cette résolution n'a pas été suivie. L'Union sud-africaine n'a présenté à l'Assemblée générale aucune demande tendant à ce qu'elle assume les « pouvoirs confiés » au Conseil de la Société des Nations. En conséquence l'avis de 1950 ne se place pas sur le terrain sur lequel la résolution 24 (I) entendait se placer. Tout au contraire il constate dans ses motifs que « les fonctions de surveillance de la Société des Nations sur les territoires sous Mandat non placés sous le nouveau régime de Tutelle n'ont été ni transférées expressément aux Nations Unies ni assumées expres-

Court was called upon to reply, and the main feature of its reply was that there had been no change but that there was continuity.

An important element of the situation then existing was referred to on a number of occasions by the Court in the reasoning of its Opinion : that is, the willingness expressed by the Union of South Africa to regard itself as continuing to exercise its Mandate, to continue to administer the Territory in accordance with the provisions of the Mandate and to continue to render reports to the United Nations.

The spirit of the Opinion thus fully confirms what is expressed by its letter : the continuity of the Mandate and of the international obligations of the Union of South Africa which result therefrom.

\* \* \*

What is the meaning of this continuity, of this maintenance of the *status quo* ? Does it, so far as the point at present under consideration is concerned, refer to the supervision which was in fact applied during the existence of the League of Nations or does it refer to the powers possessed by the Council of the League of Nations in the matter of supervision, whether any such powers had been actually exercised by the Council or not ?

In dealing with the question to which it gave its reply in 1950, the Court was not required to express an opinion as to the powers of the Council of the League of Nations. The Opinion of 1950 nowhere alludes to these powers or seeks to determine what they were or what were their limits ; nor is it concerned with the question whether or not they were exercised by the Council.

A consideration of the powers with which the Council was invested would have been necessary if the Court had accepted the idea of the United Nations' succession to the League of Nations, of the transfer of powers from one organization to the other. The Court did not overlook this particular aspect of the problem.

Resolution 24 (I) adopted by the General Assembly on February 12th, 1946, had made provision with regard to the method to be adopted for the examination of any request "that the United Nations should assume the exercise of functions or powers entrusted to the League of Nations by treaties, international conventions, agreements and other instruments having a political character". Here appeared the idea of a possible transfer of powers entrusted to the League of Nations. But the course indicated by that Resolution was not followed. The Union of South Africa has not submitted to the General Assembly any request that the latter should assume the "powers entrusted" to the Council of the League of Nations. The Opinion of 1950 did not therefore place itself on the same ground as Resolution 24 (I). On the contrary, it stated in its reasoning that "the supervisory functions of the League with regard to mandated territories not placed under the new Trusteeship System were neither expressly transferred to the United

sément par cette Organisation ». L'avis ne s'attache pas à l'idée de succession, à l'idée de pouvoirs transférés.

La Cour, laissant de côté l'idée de succession, de pouvoirs transférés, s'est attachée aux éléments objectifs de la situation : d'une part, l'importance d'une surveillance internationale dans le système des Mandats, d'autre part les dispositions de la Charte des Nations Unies. C'est en cela que la Cour, dans son avis de 1950, a trouvé « les raisons décisives » qui l'ont conduite à admettre que « l'Assemblée générale est fondée en droit à exercer les fonctions de surveillance qu'exerçait précédemment la Société des Nations ».

A aucun moment la Cour ne s'est attachée à l'étendue des pouvoirs qu'exerçait ou qu'aurait pu exercer le Conseil de la Société des Nations. Une occasion d'entrer dans un tel examen lui a été offerte lorsqu'elle a mentionné l'innovation effectuée en 1923 par l'introduction du droit de pétition. Or la Cour ne s'est pas demandé s'il y avait eu là l'exercice d'un pouvoir appartenant au Conseil de la Société des Nations ou le résultat d'un accord exprès ou tacite. Pas plus ici qu'ailleurs l'avis ne cherche à déterminer de quels pouvoirs le Conseil était investi. Il se borne à constater la situation existante pour affirmer le maintien du droit de pétition, tout comme il s'était référé à cette situation en déclarant l'Assemblée générale fondée à exercer les fonctions de surveillance « qu'exerçait précédemment la Société des Nations » : qu'elle « exerçait » et non pas qu'elle était en droit d'exercer ou qu'elle aurait pu exercer.

Cette référence à la situation existante, à l'exercice de la fonction de surveillance tel que cet exercice a été pratiqué durant l'existence de la Société des Nations se retrouve quand l'avis — précisant ce que doit être l'exercice de cette même fonction par l'Assemblée générale des Nations Unies — énonce, non pas à titre de proposition nouvelle et isolée, mais comme une conséquence de ce qu'il a dit antérieurement sur le maintien des obligations de l'Union sud-africaine et la compétence de l'Assemblée générale : « Le degré de surveillance à exercer par l'Assemblée générale ne saurait donc dépasser celui qui a été appliqué sous le régime des Mandats. » « Qui a été appliqué » est-il dit et non pas : qui aurait pu être appliqué, ou : qui était applicable. Ces termes se réfèrent à la pratique établie, qu'elle soit restée en deçà ou passée au-delà des pouvoirs conférés au Conseil. La pratique établie est le seul critère.

Et c'est ce que confirme implicitement la suite de la phrase, sinon dans sa lettre du moins dans son esprit. Cette seconde partie de la phrase introduit dans le domaine de la procédure un élément de souplesse en énonçant que le degré de surveillance « devrait être conforme, autant que possible, à la procédure suivie en la matière

Nations nor expressly assumed by that organization". The Opinion does not base itself on the idea of succession, on the idea of the transfer of powers.

The Court, unattracted by the idea of succession, of the transfer of powers, based itself on the objective elements of the situation—the importance of international supervision under the Mandates System as well as the provisions of the Charter of the United Nations. It was in these elements that the Court, in its Opinion of 1950, found "decisive reasons" for the view that "the General Assembly of the United Nations is legally qualified to exercise the supervisory functions previously exercised by the League of Nations".

At no time did the Court base itself on the extent of the powers which the Council of the League of Nations exercised or could have exercised. An opportunity was in fact offered to it to embark upon such a consideration when it referred to the innovation brought about in 1923 by the institution of the right of petition. But the Court did not raise the question whether that had constituted the exercise of a power belonging to the Council of the League of Nations or whether it was the result of an express or tacit agreement. Here, as elsewhere, the Opinion did not seek to determine with what powers the Council was invested. It limited itself to stating the existing situation for the purpose of asserting the maintenance of the right of petition, just as it had referred to that situation in saying that the General Assembly was qualified to exercise the supervisory functions "previously exercised by the League of Nations"—the functions previously "exercised" and not those which it was entitled to exercise or could have exercised.

This reference to the existing situation, to the exercise of the function of supervision as it had been exercised during the time of the League of Nations, is again encountered when the Opinion—defining the proper exercise of that same function by the General Assembly of the United Nations—states, not as a new or isolated proposition but as a consequence of what had previously been said with regard to the continuance of the obligations of the Union of South Africa and the competence of the General Assembly, that "the degree of supervision to be exercised by the General Assembly should not therefore exceed that which applied under the Mandates System". The words are "which applied"—not "which might have been applied" or "which was applicable". These words refer to the practice which was established, whether that practice remained within or went beyond the powers conferred upon the Council. The established practice is the only criterion.

This is, moreover, implicitly confirmed by the remainder of the sentence, if not by its letter, at least in its spirit. This second part of the sentence introduces an element of flexibility in the domain of procedure, when it states that the degree of supervision "should conform as far as possible to the procedure followed in

par le Conseil de la Société des Nations ». Ainsi l'Assemblée générale est invitée à se conformer à la procédure antérieurement suivie mais avec une certaine liberté d'appréciation que dénote l'incidente « autant que possible ». Cette restriction est utile après que le principe a été posé que le degré de surveillance ne doit pas dépasser ce qu'il était dans la pratique antérieure. Mais si l'on part de l'idée que l'Assemblée générale a les mêmes pouvoirs que le Conseil de la Société des Nations, et en admettant que celui-ci ait eu le pouvoir de modifier la procédure de surveillance, l'Assemblée générale aurait, de plein droit, le même pouvoir de modification en matière de procédure : dès lors la seconde partie de la phrase précitée n'aurait plus de sens, puisqu'elle prétend apporter à l'Assemblée générale une liberté que, selon cette interprétation, l'Assemblée aurait déjà. Et même, par l'idée de conformité que cette phrase énonce, elle limiterait pour l'Assemblée générale une liberté que l'interprétation considérée reconnaît comme entière.

Cela confirme qu'en parlant de surveillance l'avis a entendu maintenir ce qui était pratiqué et non se référer aux pouvoirs qu'après coup on arriverait à reconnaître au Conseil, alors qu'il ne les a point exercés. Il était un peu tard en 1950 et il est encore plus tard aujourd'hui pour chercher à établir la liste de ces pouvoirs en vue d'en déduire ceux de l'Assemblée générale.

Maintien du régime antérieur, telle est l'idée qui domine dans la détermination que fait l'avis de 1950 du statut du Territoire du Sud-Ouest africain et des obligations de l'Union sud-africaine, spécialement de celle de ces obligations qui touche au point actuellement considéré : l'obligation de se prêter à l'exercice de la surveillance.

Il résulte du maintien du régime antérieur que les fonctions de l'Assemblée générale, en qualité d'organe de surveillance, sont limitées à celles que le Conseil de la Société des Nations avait effectivement exercées avant sa disparition. L'Assemblée générale ne peut introduire aucun moyen de surveillance que le Conseil n'a pas en fait établi, même s'il eût pu le faire d'après les termes du Pacte et du Mandat. Un tel nouveau moyen dépasserait « le degré de surveillance qui a été appliqué sous le régime des Mandats ».

Cette stabilisation du régime antérieur s'explique par le fait que la Cour n'a pu relever aucune décision de le modifier au moment de la disparition de la Société des Nations. Qu'aucune décision de ce genre n'ait été prise s'explique parfaitement par l'attente où l'on se trouvait alors de voir les Puissances mandataires conclure des Accords de Tutelle, attente à laquelle la Cour fait allusion dans son avis. Au moment où elle émettait cet avis, la Cour ne tenait pas cette attente pour sans espoir, car elle jugeait à propos de rappeler que « le procédé normal pour modifier le statut international

this respect by the Council of the League of Nations". The General Assembly is thus invited to conform to the procedure previously followed, but it is given certain discretionary freedom, as indicated by the words "as far as possible". This restriction is of value after the principle has been laid down that the degree of supervision should not exceed what it was in the former practice. But if the idea be accepted as a basis that the General Assembly has the same powers as the Council of the League of Nations, and if it be admitted that the latter had the power to modify its procedure in respect of supervision, the General Assembly would *ipso facto* have the same power of modifying its procedure: the second part of the sentence in question would then be pointless, since it purports to confer on the General Assembly a discretionary power which, on that interpretation, the Assembly would already possess. Indeed, by the idea of conformity stated in that sentence, it would limit the freedom of the General Assembly, a freedom which on that interpretation should remain unimpaired.

This confirms that the Opinion, when speaking of supervision, intended to maintain the former practice and not to refer to powers which might subsequently be held to have belonged to the Council, although the latter never exercised them. It was a little late in 1950, and it is still later at the present time, to seek to list such powers for the purpose of ascertaining those of the General Assembly.

The maintenance of the former régime, that is the dominant idea in the determination by the Opinion of 1950 of the status of the Territory of South West Africa and of the obligations of the Union of South Africa, particularly of that obligation which relates to the point at present under consideration: the obligation to submit to the exercise of supervision.

It follows from the maintenance of the former régime that the functions of the General Assembly, in its capacity as supervising organ, are limited to those which the Council of the League of Nations in fact exercised before its disappearance. The General Assembly cannot introduce any method of supervision which the Council did not in fact establish, even if it could have done so, in accordance with the terms of the Covenant and of the Mandate. Any such new method would exceed "the degree of supervision which applied under the Mandates System".

This stabilization of the former régime may be explained by the fact that the Court was unable to find any decision that it should be modified at the time of the disappearance of the League of Nations. That no such decision was taken may be fully explained by the expectation that the mandatory States would conclude Trusteeship Agreements, an expectation to which the Court referred in its Opinion. At the time when it gave that Opinion, the Court did not regard this expectation as a forlorn one, since it considered it appropriate to repeat that "the normal

du Territoire est de placer celui-ci sous le Régime de Tutelle ».

\*. \* \*

Ayant ainsi reconnu que le critère de conformité à l'avis de 1950 se réfère à la pratique antérieure, il faut déterminer ce qu'il en est de l'audition de pétitionnaires.

L'audition de pétitionnaires n'est pas mentionnée dans l'avis de 1950 qui avait à déterminer quelles sont les obligations de l'Union sud-africaine. L'avis a mentionné l'obligation de se prêter à l'exercice de la surveillance : il n'a mentionné ni l'audition de pétitionnaires ni, par suite, aucune obligation de se prêter à une telle audition. Cela peut donner naissance à la présomption qu'une telle audition par le Comité du Sud-Ouest africain ne serait pas conforme à l'avis de 1950. On peut cependant penser qu'une telle présomption doit être soumise à plus ample examen.

L'avis de 1950 ayant, comme nous l'avons dit, constaté le maintien du régime du Mandat pour le Sud-Ouest africain, des obligations de Puissance mandataire à la charge de l'Union sud-africaine, de l'obligation pour elle de se prêter à l'exercice de la surveillance et le maintien du régime de surveillance conformément à la pratique antérieure, sauf substitution des Nations Unies à la Société des Nations pour l'exercice de la surveillance, il faut examiner ce qu'il en était de l'audition de pétitionnaires sous le régime de la Société des Nations.

La Cour fait ici deux constatations sur lesquelles nous sommes d'accord. Elle constate en premier que les fonctions du Comité du Sud-Ouest africain sont analogues à celles de la Commission permanente des Mandats instituée par le Conseil de la Société des Nations conformément à l'article 22 du Pacte : la Cour l'avait déjà dit dans son avis de 1955 (*C. I. J. Recueil 1955*, p. 72). La Cour constate, d'autre part, qu'à aucun moment la Commission permanente des Mandats n'a accordé d'audiences à des pétitionnaires.

La question de ces audiences avait cependant préoccupé cette Commission qui, en 1926, avait exprimé l'opinion « que, dans certains cas, il pourrait apparaître indispensable de permettre aux pétitionnaires d'être entendus par elle ». Elle avait soumis la question au Conseil de la Société des Nations qui avait estimé qu'il n'y aurait pas d'avantage à introduire cette innovation (résolution du 7 mars 1927).

Le rapport sur les conclusions duquel le Conseil de la Société adopta cette résolution négative énonçait, entre autres choses, qu'il importait que la Commission eût « à sa disposition tous les

way of modifying the international status of the Territory would be to place it under the Trusteeship System”.

\* \* \*

Having thus come to the conclusion that the criterion of compatibility with the Opinion of 1950 involves reference to the former practice, it is necessary to determine the position in this respect with regard to the hearing of petitioners.

The hearing of petitioners is not referred to in the Opinion of 1950, which had to determine what were the obligations of the Union of South Africa. The Opinion referred to the obligation to submit to the exercise of supervision: it did not refer to the hearing of petitioners, nor, consequently, to any obligation to accept such hearings. This may give rise to a presumption that such hearings by the Committee on South West Africa would not be consistent with the Opinion of 1950. It may, however, be thought that such a presumption should be submitted to closer consideration.

The Opinion of 1950 having, as has been said, found that the Mandates System continued to be applicable to South West Africa and that the obligations of a mandatory Power, including the obligation to submit to the exercise of supervision and the maintenance of the system of supervision in accordance with the former practice, except for the substitution of the United Nations for the League of Nations for the exercise of supervision, remained binding on the Union of South Africa, it is necessary to consider what was the position, under the system in force in the League of Nations, with regard to the hearing of petitioners.

The Court has in this connection made two observations with which we are in agreement. It has stated in the first place that the functions of the Committee on South West Africa are analogous to those of the Permanent Mandates Commission established by the Council of the League of Nations, pursuant to Article 22 of the Covenant: the Court had already so stated in its Opinion of 1955 (*I.C.J. Reports 1955*, p. 72). In the second place, the Court has stated that oral hearings were not granted to petitioners by the Permanent Mandates Commission at any time.

The Permanent Mandates Commission had, however, been concerned with the question of such hearings and in 1926 it expressed the opinion that in certain cases “it might appear indispensable to allow the petitioners to be heard by it”. It submitted the question to the Council of the League of Nations, which considered that there was no occasion to introduce this innovation (Resolution of March 7th, 1927).

The Report, on the conclusions of which the Council of the League of Nations adopted this negative solution, stated, among other things, that it was important that the Commission should have

moyens convenables qui lui permettraient d'obtenir des renseignements ». Il plaçait par là la question sur le terrain de ce que l'avis de 1950 appelle « le degré de surveillance ». Le rapport ajoutait que « toutefois, il ne serait pas opportun de poursuivre ce but par des moyens qui risqueraient de modifier le caractère même de la Commission ». Il tempérerait, d'ailleurs, la conclusion négative à laquelle il aboutissait ou cherchait à atténuer les craintes que celle-ci pouvait faire naître chez certains, en ajoutant : « Si, dans un cas spécial, les faits montraient qu'il serait impossible d'obtenir ... tous les renseignements nécessaires, le Conseil pourrait ... décider de la procédure exceptionnelle qui paraîtrait justifiée et nécessaire dans les circonstances particulières. »

Cette réserve n'a pas été reprise dans la résolution adoptée par le Conseil de la Société des Nations. Celui-ci prescrit au Secrétaire général de transmettre copie du rapport à la Commission des Mandats ainsi que copie de la résolution et des réponses des Puissances mandataires.

Dans l'esprit du rapporteur, la considération du « cas spécial » qu'il envisageait devait être du ressort du Conseil de la Société des Nations et il n'y avait pas là matière à prévoir par avance dans « des prescriptions générales ». Ce serait donc s'éloigner de la pensée du rapporteur que de procéder par voie de délégation autorisant le Comité du Sud-Ouest africain à apprécier les exigences du cas spécial et à déterminer la procédure exceptionnelle correspondant aux circonstances particulières de ce cas, ou encore, de la part de l'Assemblée générale, de procéder par voie de « prescriptions générales » autorisant plus ou moins largement l'audition de pétitionnaires. Enfin, on doit remarquer que si ce rapport a été rédigé à propos de la question de l'audition de pétitionnaires, la « procédure exceptionnelle qui paraîtrait justifiée et nécessaire dans les circonstances particulières » qu'il envisage ne consisterait pas nécessairement en cette audition et pourrait comporter autre chose.

S'il s'agissait de déterminer quels étaient, dans la pensée du rapporteur, les pouvoirs du Conseil, une étude plus approfondie serait sur ce point nécessaire. Mais compte tenu de la question posée à la Cour et du sens que présente, selon nous, l'avis émis par la Cour en 1950, il nous suffit de constater que ce rapport n'a pas eu de suite pratique en matière d'audition de pétitionnaires et que la Commission des Mandats a continué à s'abstenir d'entendre des pétitionnaires.

"at its disposal all proper means for obtaining ... information". It thus placed the question on the ground of what the Opinion of 1950 called "the degree of supervision". The Report added that "it would not, however, be desirable to seek to attain this object by means which might alter the very character of the Commission". It tempered the negative conclusion which it reached, or sought to quiet the fears which that conclusion might arouse in the minds of some, by adding: "If in any particular case the circumstances should show that it was impossible for all the necessary information to be secured ... the Council could ... decide on such exceptional procedure as might seem appropriate and necessary in the particular circumstances."

This reservation was not repeated in the Resolution adopted by the Council of the League of Nations. The Council directed the Secretary-General to transmit copies of the Report, of the Resolution and of the replies of the mandatory Powers to the Permanent Mandates Commission.

In the view of the Rapporteur, consideration of a "particular case" such as he envisaged was to be within the domain of the Council of the League of Nations, and it was not a matter in respect of which provision should be made in advance by means of any "general rules". It would therefore be contrary to the proposal enunciated by the Rapporteur to proceed by virtue of a delegated power authorizing the Committee on South West Africa to assess the requirements of a particular case and to determine the exceptional procedure warranted by the particular circumstances, or for the General Assembly to proceed on the basis of "general rules" authorizing, in greater or lesser measure, the hearing of petitioners. Lastly, it is to be observed that, although the Report was prepared with reference to the question of the hearing of petitioners, "such exceptional procedure as might seem appropriate and necessary in the particular circumstances" which it envisages need not necessarily involve hearings, but might consist of something else.

If it were necessary to determine what were, in the view of the Rapporteur, the powers of the Council, this point would require more detailed consideration. But having regard to the question which has been put to the Court and to what is, in our view, the meaning of the Opinion given by the Court in 1950, it is sufficient for us to observe that the Report had no practical consequences, so far as the hearing of petitioners was concerned, and that the Permanent Mandates Commission continued to refrain from hearing petitioners.

\* \* \*

L'avis de 1950 s'étant référé à la pratique antérieure et la Commission permanente des Mandats n'ayant pas eu recours à l'audition de pétitionnaires, nous sommes par là conduits à admettre qu'une telle audition par le Comité du Sud-Ouest africain ne serait pas conforme à l'avis émis par la Cour en 1950.

Nous sommes arrivés à cette conclusion sans retenir le fait, constaté par l'Assemblée générale dans la résolution 749 A (VIII), que l'Union sud-africaine ne se prête pas à l'exercice de la surveillance. La considération de ce fait ne nous a pas paru rentrer dans l'examen de la question posée à la Cour dans la requête qui lui a été adressée.

Nous ne méconnaissions pas toutefois que la question de l'audition de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain pourrait être placée sur un autre terrain que celui de la conformité de cette audition à l'avis de 1950. L'Assemblée générale pourrait être amenée à se demander si le refus, par elle constaté, de l'Union sud-africaine de se prêter à l'exercice de la surveillance par les Nations Unies ne l'autorise pas à admettre l'audition de pétitionnaires, dût-elle pour cela se départir de l'avis de 1950 qu'elle a adopté comme règle de sa conduite. Certaines considérations d'ordre juridique pourraient prendre place dans l'examen de cette question : l'importance de la surveillance internationale dans le régime des Mandats et l'obligation de la Puissance mandataire de se prêter à l'exercice de la surveillance, l'une et l'autre rappelées dans l'avis de 1950. Il pourrait être rappelé aussi que, tout en proposant de ne pas admettre l'audition de pétitionnaires par une disposition plus ou moins générale, le rapporteur énonçait, en 1927, devant le Conseil de la Société des Nations que, dans un cas spécial le Conseil aurait la possibilité « de décider de la procédure exceptionnelle qui paraîtrait justifiée et nécessaire dans des circonstances particulières ». Quelle que soit la valeur de telles considérations, celles-ci n'épuiserait point la question envisagée : dans l'examen de celle-ci l'Assemblée générale ne pourrait se dispenser de faire aussi intervenir des considérations d'ordre politique et d'ordre pratique qui sont de son ressort propre et non de celui de la Cour.

La question ici envisagée et qui concerne la possibilité pour l'Assemblée générale d'autoriser l'audition de pétitionnaires, dût-elle pour cela se départir de l'avis de la Cour, est, tant par son objet que par les considérations que son examen comporte, différente de la question de conformité audit avis. C'est à cette dernière seule que l'opinion dissidente entend répondre. La réponse qu'elle lui donne ne saurait préjuger celle que peut comporter, de la part de l'Assemblée générale, la question toute différente qui vient d'être mentionnée.

\* \* \*

Since the Opinion of 1950 made reference to the former practice and since the Permanent Mandates Commission did not have recourse to the hearing of petitioners, we are compelled to take the view that such hearings by the Committee on South West Africa would not be consistent with the Opinion given by the Court in 1950.

In reaching this conclusion, we have not had regard to the fact, noted by the General Assembly in Resolution 749 A (VIII), that the Union of South Africa is not submitting to the exercise of supervision. Consideration of this fact did not appear to us to fall within the scope of an examination of the question put to the Court in the Request for an Opinion submitted to it.

We do not, however, overlook the fact that the question of the hearing of petitioners by the Committee on South West Africa might be placed on another ground than that of the compatibility of such hearings with the Opinion of 1950. The General Assembly might be led to enquire whether that refusal, which it had noted, of the Union of South Africa to submit to the exercise of supervision by the United Nations did not authorize it to allow the hearing of petitioners, even though it should thereby depart from the Opinion of 1950 which it had adopted as a rule governing its action. Certain considerations of a legal character might enter into an examination of that question : the importance of international supervision under the Mandates System and the obligation of the Mandatory Power to submit to the exercise of supervision, both of which were recalled in the Opinion of 1950. It might also be recalled that, while proposing that the hearing of petitioners should not be sanctioned by any provision more or less general in character, the Rapporteur indicated to the Council of the League of Nations in 1927 that in any particular case it would be open to the Council to "decide on such exceptional procedure as might seem appropriate and necessary in the particular circumstances". Whatever the importance of such considerations, they would not be sufficient by themselves to provide an answer to such a question : in considering that question the General Assembly could not avoid taking into account considerations of a political and practical character which are within its own competence and not within that of the Court.

The question here envisaged, which relates to the possibility of the General Assembly's authorizing the hearing of petitioners even if, by so doing, it should depart from the Opinion of the Court, is, by reason of its object and of the considerations which its examination would involve, different from the question of compatibility with that Opinion. It is the latter question only that the Dissenting Opinion seeks to answer. The answer which we give cannot prejudice the General Assembly's answer to the altogether different question to which reference has just been made.

\* \* \*

Pour les les motifs ci-dessus énoncés, il ne nous est pas possible de souscrire à l'avis émis aujourd'hui par la Cour.

(Signé) A. BADAWI.  
 BASDEVANT.  
 HSU MO.  
 ARMAND-UGON.  
 LUCIO M. MORENO QUINTANA.

#### Déclaration de M. Badawi, Vice-Président

En signant l'opinion qui précède, je crois devoir ajouter la considération qui suit.

En fait, la pratique antérieure sous le régime des Mandats en matière d'audition des pétitionnaires a été telle que l'opinion ci-dessus le décrit. Toutefois, la décision prise par le Conseil de la Société des Nations de communiquer à la Commission permanente des Mandats — avec sa résolution de 1927 suivant laquelle « il n'y aurait pas d'avantage à modifier la procédure suivie jusqu'à présent par la Commission dans cette question » — le rapport sur la base duquel cette résolution a été adoptée ainsi que les réponses des Puissances mandataires, donnait à ces documents le caractère d'une note explicative de la résolution du Conseil. Ce rapport devrait partant, à mon avis, être considéré comme faisant partie de la résolution.

Ainsi compris, le rapport ouvre pour le Conseil, et aujourd'hui pour l'Assemblée générale, la possibilité, dans le cas spécial qu'il vise, de faire procéder à l'audition des pétitionnaires en tant que « procédure exceptionnelle qui paraîtrait justifiée et nécessaire dans des circonstances particulières ». La décision portant cette autorisation serait essentiellement une décision d'espèce et devrait être prise par l'Assemblée générale elle-même dans chaque cas qu'elle estime utile d'autoriser cette audition : en d'autres termes, toute délégation générale des pouvoirs de l'Assemblée générale à ce sujet à un autre organe devrait être exclue.

(Paraphé) A. B.

\* \* \*

For these reasons, it is not possible for us to subscribe to the Opinion now given by the Court.

(Signed) A. BADAWI.  
 BASDEVANT.  
 HSU MO.  
 ARMAND-UGON.  
 Lucio M. MORENO QUINTANA.

Declaration by Vice-President Badawi

[Translation]

While subscribing to the above opinion, I feel it proper to add the following consideration.

In fact, the former practice under the Mandates System in respect of the hearing of petitioners was as described in the foregoing opinion. However, the decision of the Council of the League of Nations to communicate to the Permanent Mandates Commission—together with the Resolution of 1927 according to which “there is no occasion to modify the procedure which has hitherto been followed by the Commission in regard to this question”—the Report on the basis of which that Resolution was adopted and the replies of the mandatory Powers, conferred upon these documents the character of an explanatory note to the Resolution of the Council. The Report should accordingly, in my view, be regarded as forming part of the Resolution.

Looked upon in this light, the Report made available to the Council, and now makes available to the General Assembly, the possibility, in the particular cases there referred to, of undertaking the hearing of petitioners as such an “exceptional procedure as might seem appropriate and necessary in the particular circumstances”. Any decision authorizing such a course would essentially be a decision on the particular facts of the case and should be taken by the General Assembly itself wherever it considers that it would be desirable to authorize such a hearing: in other words, any general delegation to another organ of the powers of the General Assembly in this connexion should be excluded.

(Initialed) A. B.